La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Octobre 2009 : déficit budgétaire de 3,3 milliards de dollars

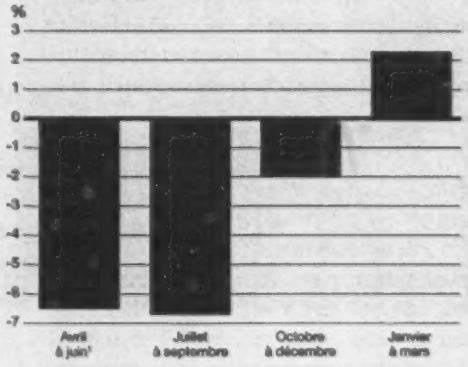
Le mois d'octobre 2009 s'est soldé par un déficit budgétaire de 3,3 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 0,6 milliard en octobre 2008. Le déficit d'octobre 2009 traduit les répercussions du ralentissement de l'économie sur les finances publiques et découle aussi des mesures contenues dans le Plan d'action économique du Canada. Les revenus ont fléchi de 1,8 milliard par rapport à leur niveau d'octobre 2008, ce qui tient à la baisse des rentrées d'impôt sur le revenu, des taxes et droits d'accise perçus ainsi que des autres revenus. Pour leur part, les charges de programmes ont été supérieures de 1,0 milliard à celles d'octobre 2008, surtout en raison de la hausse des prestations d'assurance-emploi ainsi que des charges de fonctionnement des ministères et organismes. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,2 milliard par rapport à octobre 2008 à cause de la baisse des taux d'intérêt effectifs moyens.

D'avril à octobre 2009 : déficit budgétaire de 31,9 milliards de dollars

Le déficit budgétaire s'est établi à 31,9 milliards de dollars pour les sept premiers mois de l'exercice 2009-2010, alors qu'il s'élevait à 0,1 milliard pour la même période de 2008-2009. Une tranche d'environ 12 milliards de ce déficit de 31,9 milliards est attribuable aux mesures prises dans le cadre du Plan d'action économique du Canada, comme les réductions d'impôt, la bonification des prestations d'assurance-emploi et le soutien accordé au secteur de l'automobile. Les revenus ont fléchi de 16,1 milliards (11,9 %) en raison de la baisse de la plupart des sources de revenus, particulièrement les impôts sur le revenu des particuliers et des sociétés ainsi que la taxe sur les produits et services (TPS). La baisse des revenus d'avril à octobre correspond dans l'ensemble à l'évolution trimestrielle projetée de la croissance économique, selon laquelle le produit intérieur brut (PIB) nominal, la mesure la plus générale de l'assiette fiscale, devrait rester faible pendant les six premiers mois de l'exercice pour ensuite progresser d'octobre à décembre. L'incidence du profil de l'économie sur la croissance des revenus illustre la sensibilité des projections des revenus pour 2009-2010 à la reprise économique.

Les charges de programmes ont augmenté de 17,4 milliards de dollars (15,0 %), ce qui tient principalement à l'augmentation des prestations d'assurance-emploi et des transferts aux autres administrations, ainsi qu'au soutien accordé au secteur de l'automobile. Les frais de la dette publique ont diminué de 1,5 milliard de dollars d'une année sur l'autre en raison de taux d'intérêt plus bas.

Croissance projetée du PIB nominal en 2009-2010
(d'une année sur l'autre)



[1] Données réelles

Sources : Statistique Canada; enquête d'août 2009 du ministère des Finances auprès de prévisionnistes du secteur privé

Nota – Sauf avis contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

Ministère des Finances Canada | Department of Finance Canada

Canada

Octobre 2009

Le mois d'octobre 2009 s'est soldé par un déficit budgétaire de 3,3 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 0,6 milliard en octobre 2008.

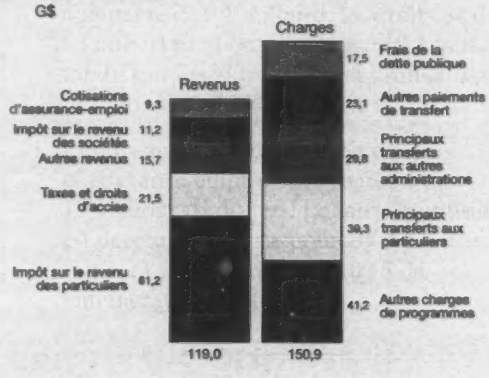
Les revenus ont fléchi de 1,8 milliard de dollars (9,5 %) pour s'établir à 17,4 milliards en octobre 2009.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont diminué de 0,7 milliard de dollars (6,8 %) en raison du recul de l'emploi ainsi que des répercussions des réductions d'impôt annoncées dans le Plan d'action économique du Canada.
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont fléchi de 0,3 milliard de dollars (16,4 %), ce qui est beaucoup moins que la baisse de 58,9 % constatée en septembre, car les remboursements effectués ont été moins élevés en octobre 2009 qu'en octobre 2008.
- Les rentrées au titre de la retenue d'impôt des non-résidents ont chuté de 0,2 milliard de dollars (33,9 %).
- Les taxes et droits d'accise ont rapporté 0,1 milliard de dollars (4,1 %) de moins, à cause de la baisse des revenus tirés de la TPS, qui ont reculé de 0,2 milliard (8,5 %). Les revenus provenant des taxes sur l'énergie ont augmenté de 0,1 milliard, les droits de douane à l'importation ont diminué de 0,1 milliard, tandis que les autres taxes et droits d'accise ont progressé de 0,1 milliard.
- Les revenus au titre des cotisations d'assurance-emploi ont progressé de 17 millions de dollars. Le taux de cotisation est demeuré le même pour 2009 et 2010, soit 1,73 $ par tranche de 100 $ de rémunération assurable.
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, les revenus des sociétés d'État consolidées, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des placements, les revenus nets sur opérations de change et les revenus divers, ont diminué de 0,5 milliard de dollars (20,5 %), ce qui est en grande partie attribuable à la baisse des rentrées imputées aux comptes de revenus extracôtiers de l'Atlantique. Ces rentrées sont transférées à Terre-Neuve-et-Labrador et à la Nouvelle-Écosse aux termes des accords sur les revenus tirés de l'exploitation des ressources extracôtières de l'Atlantique, et elles n'ont donc aucun effet net sur le solde budgétaire.

Les charges de programmes se sont élevées à 18,3 milliards de dollars en octobre 2009, soit 1,0 milliard de plus (6,0 %) qu'en octobre 2008, ce qui tient en grande partie à la hausse des prestations d'assurance-emploi ainsi que des charges de fonctionnement des ministères et organismes.

En octobre 2009, les paiements de transfert ont crû de 0,4 milliard de dollars (3,7 %) par rapport à octobre 2008.

Revenus et charges
(avril à octobre 2009)
G$



- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi et les prestations pour enfants, ont progressé de 0,5 milliard de dollars (10,9 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,1 milliard (2,4 %). Les prestations d'assurance-emploi ont grimpé de 0,4 milliard (39,3 %), en raison de la hausse marquée des prestations régulières attribuable à l'augmentation du chômage ainsi que des mesures de bonification des prestations annoncées dans le cadre du Plan d'action économique du Canada. Quant aux prestations pour enfants, qui comprennent la Prestation fiscale canadienne pour enfants et la Prestation universelle pour la garde d'enfants, elles ont augmenté de 0,1 milliard.
- Les principaux transferts aux autres administrations, qui englobent les transferts fédéraux relatifs à la santé et aux programmes sociaux (Transfert canadien en matière de santé et Transfert canadien en matière de programmes sociaux), les transferts fiscaux, les transferts aux provinces à l'intention des villes et des collectivités du Canada ainsi que les paiements de remplacement pour les programmes permanents, ont diminué de 6 millions de dollars.
- Les autres paiements de transfert ont diminué de 0,1 milliard de dollars (4,3 %), la hausse des transferts effectués par un certain nombre de ministères ayant été compensée par la baisse des paiements de transfert à Terre-Neuve-et-Labrador et à la Nouvelle-Écosse dans le cadre des accords sur les revenus tirés de l'exploitation des ressources extracôtières de l'Atlantique.

Les autres charges de programmes se composent des charges de fonctionnement des sociétés d'État, des ministères et des organismes, y compris la Défense nationale, ainsi que des résultats de l'évaluation permanente des passifs de l'État. Ces charges ont augmenté de 0,6 milliard de dollars (10,6 %) par rapport à octobre 2008.

Les frais de la dette publique ont diminué de 0,2 milliard de dollars comparativement à octobre 2008 en raison de la baisse des taux d'intérêt effectifs moyens applicables à l'encours de la dette portant intérêt.

D'avril à octobre 2009

Le déficit budgétaire s'est établi à 31,9 milliards de dollars pour les sept premiers mois de l'exercice 2009-2010, alors qu'il s'élevait à 0,1 milliard pour la même période de 2008-2009. Une tranche d'environ 12 milliards de ce déficit de 31,9 milliards est attribuable aux mesures prises dans le cadre du Plan d'action économique du Canada, comme les réductions d'impôt, la bonification des prestations d'assurance-emploi et le soutien accordé au secteur de l'automobile.

Les revenus se sont chiffrés à 119,0 milliards de dollars, en baisse de 16,1 milliards (11,9 %).

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont baissé de 4,9 milliards de dollars (7,4 %) en raison du recul de l'emploi et de l'incidence des allégements fiscaux accordés. Ces allégements comprennent une hausse du montant personnel de base et des seuils des fourchettes d'imposition du revenu des particuliers, de même que le crédit d'impôt pour la rénovation domiciliaire. Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers devraient rester à un faible niveau jusqu'à la fin de 2009, puis commencer à croître d'une année sur l'autre au premier trimestre de 2010, sous l'effet de la hausse projetée des salaires ainsi que de l'échéance du crédit d'impôt pour la rénovation domiciliaire à la fin de janvier 2010.
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont chuté de 6,6 milliards de dollars (36,9 %), par suite de l'augmentation d'environ 40 % des remboursements d'impôt et du recul de quelque 13 % des rentrées.

- Les rentrées au titre de la retenue d'impôt des non-résidents ont diminué de 0,5 milliard de dollars (16,0 %).
- Les taxes et droits d'accise ont rapporté 3,0 milliards (12,1 %) de moins, surtout en raison de la diminution de 2,7 milliards (16,5 %) des revenus tirés de la TPS. Ces derniers devraient augmenter au cours de l'exercice, à mesure que se dissipera l'incidence des facteurs liés au calendrier qui les avaient fait diminuer au début de l'exercice, ainsi que sous l'effet de la relance projetée, d'ici la fin de l'exercice, de la consommation de produits et services assujettis à la TPS. Les taxes sur l'énergie ont crû de 32 millions, les droits de douane à l'importation ont fléchi de 0,3 milliard et les autres taxes et droits d'accise ont diminué de 10 millions.
- Les revenus au titre des cotisations d'assurance-emploi ont progressé de 0,3 %. Le taux de cotisation est demeuré le même pour 2009 et 2010, soit 1,73 $ par tranche de 100 $ de rémunération assurable.
- Les autres revenus ont diminué de 1,2 milliard de dollars (8,2 %).

Les charges de programmes ont totalisé 133,4 milliards de dollars d'avril à octobre 2009, en hausse de 17,4 milliards (15,0 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent. Cela tient principalement à l'augmentation des prestations d'assurance-emploi et des transferts aux autres administrations, ainsi qu'au soutien accordé au secteur de l'automobile.

D'avril à octobre 2009, les paiements de transfert ont été supérieurs de 15,9 milliards de dollars (20,8 %) à ceux de la même période en 2008.

- Les principaux transferts aux particuliers ont progressé de 5,1 milliards de dollars (14,9 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 1,0 milliard (5,1 %), ce qui reflète la hausse du nombre d'aînés et l'évolution des prix à la consommation, sur lesquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont fait un bond de 3,9 milliards (48,7 %) en raison de la hausse du chômage et de la bonification des prestations dans le cadre du Plan d'action économique du Canada. Les prestations pour enfants ont progressé de 0,2 milliard de dollars.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 2,2 milliards de dollars (8,0 %) sous l'effet de la croissance, prévue par la loi, du Transfert canadien en matière de santé, du Transfert canadien en matière de programmes sociaux et des paiements de péréquation.
- Les autres paiements de transfert ont augmenté de 8,6 milliards de dollars, surtout en raison du soutien accordé au secteur de l'automobile et de la hausse des fonds consacrés à l'infrastructure ainsi qu'à l'aide aux travailleurs, aux étudiants et aux personnes handicapées. Ces hausses ont été compensées en partie par la baisse des transferts à Terre-Neuve-et-Labrador et à la Nouvelle-Écosse aux termes des accords sur les revenus tirés de l'exploitation des ressources extracôtières de l'Atlantique.

Les autres charges de programmes ont augmenté de 1,5 milliard de dollars (3,8 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Les frais de la dette publique ont diminué de 1,5 milliard de dollars (8,1 %), l'augmentation de l'encours de la dette portant intérêt ayant été plus que compensée par la baisse des taux d'intérêt effectifs moyens sur cette dette.

Besoins financiers de 58,3 milliards de dollars d'avril à octobre 2009

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice, les passifs et les actifs du gouvernement étant constatés au moment où ils sont engagés ou acquis, peu importe le moment où surviennent les sorties ou rentrées de fonds correspondantes. À l'opposé, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des placements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que d'autres activités, en particulier le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Considérant un déficit budgétaire de 31,9 milliards de dollars et des besoins de 26,3 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril à octobre de l'exercice 2009-2010 s'est soldée par des besoins financiers de 58,3 milliards de dollars, comparativement à des besoins financiers de 33,8 milliards pour la même période en 2008-2009. La différence d'une année sur l'autre est surtout attribuable à la détérioration du solde budgétaire.

Activités nettes de financement en hausse de 34,6 milliards de dollars

Le gouvernement a couvert ces besoins financiers de 58,3 milliards de dollars en augmentant de 34,6 milliards sa dette contractée sur les marchés et en réduisant de 23,6 milliards ses soldes de trésorerie. L'accroissement de la dette contractée sur les marchés s'est opéré principalement au moyen d'émissions d'obligations négociables. Le niveau des soldes de trésorerie peut fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre en fonction de divers facteurs, notamment les échéances périodiques d'importantes émissions de titres d'emprunt. À la fin d'octobre 2009, les soldes de trésorerie s'établissaient à 21,4 milliards de dollars, soit 0,4 milliard de plus qu'à la fin d'octobre 2008.

Tableau 1

État sommaire des opérations

	Octobre		Avril à octobre	
	2008	2009	2008-2009	2009-2010
		(M$)		
Opérations budgétaires				
Revenus	19 229	17 409	135 024	118 956
Charges				
Charges de programmes	-17 233	-18 275	-116 042	-133 404
Frais de la dette publique	-2 588	-2 438	-19 039	-17 498
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-592	-3 304	-57	-31 946
Opérations non budgétaires	-17 303	705	-33 779	-26 329
Ressources ou besoins financiers	-17 895	-2 599	-33 836	-58 275
Variation nette dans les activités de financement	31 168	3 930	43 632	34 642
Variation nette dans l'encaisse	13 273	1 331	9 796	-23 633
Encaisse à la fin de la période			21 041	21 395

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2

Revenus

	Octobre			Avril à octobre		
	2008	2009	Variation	2008-2009	2009-2010	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	9 758	9 090	-6,8	66 115	61 220	-7,4
Impôt sur le revenu des sociétés	1 991	1 665	-16,4	17 822	11 246	-36,9
Impôt sur le revenu des non-résidents	495	327	-33,9	3 164	2 657	-16,0
Total des impôts sur le revenu	12 244	11 082	-9,5	87 101	75 123	-13,8
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 330	2 131	-8,5	16 101	13 442	-16,5
Taxes sur l'énergie	455	519	14,1	2 988	3 020	1,1
Droits de douane à l'importation	370	289	-21,9	2 440	2 120	-13,1
Autres taxes et droits d'accise	362	434	19,9	2 940	2 930	-0,3
Total des taxes et droits d'accise	3 517	3 373	-4,1	24 469	21 512	-12,1
Total des revenus fiscaux	15 761	14 455	-8,3	111 570	96 635	-13,4
Cotisations d'assurance-emploi	874	891	1,9	9 267	9 299	0,3
Autres revenus	2 594	2 063	-20,5	14 187	13 022	-8,2
Total des revenus	19 229	17 409	-9,5	135 024	118 956	-11,9

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 3
Charges

	Octobre			Avril à octobre		
	2008	2009	Variation	2008-2009	2009-2010	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 828	2 897	2,4	19 103	20 075	5,1
Prestations d'assurance-emploi	1 048	1 460	39,3	8 100	12 042	48,7
Prestations pour enfants	994	1 046	5,2	7 011	7 198	2,7
Total	4 870	5 403	10,9	34 214	39 315	14,9
Autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé	1 885	2 081	10,4	13 200	14 444	9,4
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	879	905	3,0	6 158	6 335	2,9
Total	2 764	2 986	8,0	19 358	20 779	7,3
Transferts fiscaux	1 294	1 280	-1,1	9 153	9 631	5,2
Villes et collectivités du Canada	233	0	s.o.	714	957	34,0
Paiements de remplacement pour les programmes permanents	-255	-236	-7,5	-1 675	-1 614	-3,6
Total	4 036	4 030	-0,1	27 550	29 753	8,0
Autres paiements de transfert						
Agriculture et Agroalimentaire	145	231	59,3	833	859	3,1
Affaires étrangères et Commerce international	253	176	-30,4	1 587	1 566	-1,3
Santé	153	171	11,8	1 276	1 461	14,5
Ressources humaines et Développement des compétences	139	232	66,9	1 224	1 716	40,2
Affaires indiennes et du Nord canadien	482	494	2,5	2 938	3 047	3,7
Industrie	254	310	22,0	1 205	1 370	13,7
Autres	1 042	747	-28,3	5 480	13 080	138,7
Total	2 468	2 361	-4,3	14 543	23 099	58,8
Total des paiements de transfert	11 374	11 794	3,7	76 307	92 167	20,8
Autres charges de programmes						
Sociétés d'État	629	800	27,2	4 526	4 909	8,5
Défense	1 637	1 667	1,8	10 559	11 059	4,7
Tous les autres ministères et organismes	3 593	4 014	11,7	24 650	25 269	2,5
Total des autres charges de programmes	5 859	6 481	10,6	39 735	41 237	3,8
Total des charges de programmes	17 233	18 275	6,0	116 042	133 404	15,0
Frais de la dette publique	2 588	2 438	-5,8	19 039	17 498	-8,1
Total des charges	19 821	20 713	4,5	135 081	150 902	11,7

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 4
Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	Octobre		Avril à octobre	
	2008	2009	2008-2009	2009-2010
			(M$)	
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-592	-3 304	-57	-31 946
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	-386	-522	-1 829	-1 765
Autres activités d'investissement	-12 674	-1 724	-26 667	-18 476
Régimes de retraite et autres passifs	615	462	3 080	4 102
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer, produits à recevoir et provisions	-1 216	661	-4 465	-15 079
Opération de change	-3 886	1 534	-5 823	2 943
Amortissement des immobilisations corporelles	244	294	1 925	1 946
Total des autres activités	-4 858	2 489	-8 363	-10 190
Total des opérations non budgétaires	-17 303	705	-33 779	-26 329
Ressources ou besoins financiers	-17 895	-2 599	-33 836	-58 275

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 5
Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

	Octobre		Avril à octobre	
	2008	2009	2008-2009	2009-2010
			(M$)	
Ressources ou besoins financiers	-17 895	-2 599	-33 836	-58 275
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Oprérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	7 589	3 751	5 446	40 822
Bons du Trésor	19 400	400	35 700	1 100
Obligations d'épargne du Canada	-32	-48	-147	-108
Autres	-24	0	-516	-67
Total	26 933	4 103	40 483	41 747
Emprunts en devises	1 543	-600	520	-2 712
Total	28 476	3 503	41 003	39 035
Réévaluation de swaps de devises	2 801	537	2 447	-3 934
Escomptes non amortis des émissions obligataires	-100	-126	274	-389
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	-9	16	-92	-70
Variation nette dans les activités de financement	31 168	3 930	43 632	34 642
Variation dans l'encaisse	13 273	1 331	9 796	-23 633

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2009	31 octobre 2009	Variation
		(M$)	
Passif			
Créditeurs et charges à payer	113 999	96 030	-17 969
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	295 186	336 008	40 822
Bons du Trésor	192 275	193 375	1 100
Titres au détail	12 532	12 424	-108
Autres	523	456	-67
Total partiel	500 516	542 263	41 747
Payable en devises	10 381	7 669	-2 712
Compte de réévaluation de swaps de devises	3 690	-244	-3 934
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	-4 751	-5 140	-389
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	4 184	4 114	-70
Total de la dette non échue	514 020	548 662	34 642
Régimes de retraite et autres passifs			
Régimes de retraite du secteur public	139 909	141 928	2 019
Autres avantages futurs des employés et des anciens combattants	50 311	52 334	2 023
Autres passifs	5 923	5 983	60
Total des régimes de retraite et autres passifs	196 143	200 245	4 102
Total de la dette portant intérêt	710 163	748 907	38 744
Total du passif	824 162	844 937	20 775
Actifs financiers			
Encaisse et débiteurs	122 147	95 624	-26 523
Comptes d'opérations de change	51 709	48 766	-2 943
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	125 093	143 569	18 476
Total des actifs financiers	298 949	287 959	-10 990
Dette nette	525 213	556 978	31 765
Actifs non financiers	61 503	61 322	-181
Dette fédérale (déficit accumulé)	463 710	495 656	31 946

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec Doug Nevison au 613-995-6391.
This publication is also available in English.
Décembre 2009